

Permettez-moi de citer de nouveau la *Gazette* de Montréal. Selon un article en provenance de Winnipeg, le secteur de l'informatique s'inquiéterait beaucoup de l'Accord de libre-échange.

Le porte-parole de la *Canadian Independent Computer Services Association* a déclaré hier à un comité parlementaire qu'à cause de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, dans le secteur des ordinateurs, 150 000 employés de filiales canadiennes risquaient de perdre des emplois très bien rémunérés au profit de leurs sociétés mères américaines au cours des six prochaines années.

Voilà le genre de retombées auxquelles les associations indépendantes s'attendent à la suite de l'Accord.

● (1600)

Il me faut absolument consacrer quelques instants à la flagrante hypocrisie du parti libéral. Les membres de ce parti représentent vraiment une belle brochette de Tartuffes! Il y a le premier ministre libéral du Québec, M. Bourassa, qui affirme publiquement être entièrement acquis au libre-échange. Il est suivi en cela par l'ancien ministre des Finances sous le régime Trudeau, M. Donald Macdonald. Bien entendu, celui-ci doit se montrer un peu plus discret maintenant qu'il vient d'être nommé Haut-commissaire en Grande-Bretagne, ce qui constitue sa juste récompense pour avoir fait l'apologie du libre-échange avec son collègue conservateur, l'ancien premier ministre de l'Alberta.

Même le sénateur George van Roggen a rompu les rangs du caucus libéral pour affirmer publiquement que l'Accord de libre-échange est la meilleure affaire du siècle. Cependant, rappelons que le 30 janvier 1985, à Vancouver, il a déclaré en entrevue: «L'agriculture devrait être exclue d'un tel accord, comme c'est le cas dans pratiquement toutes les autres zones de libre-échange.» Nous apprendrons sans doute dans quelques mois ou dans quelques années combien de deniers lui vaudra sa trahison. On sait maintenant que la Fédération canadienne de l'agriculture n'appuie pas l'Accord de libre-échange. Or, cette association représente une majorité écrasante d'agriculteurs et d'associations agricoles au Canada.

Je vais maintenant citer un passage d'un document d'information rédigé à l'intention du secrétaire Baker et de l'ambassadeur Yeutter au sujet de l'Accord de libre-échange et de l'énergie. Je pense que les Canadiens ont tout lieu de craindre pour leur avenir lorsqu'on songe au genre d'emprise que Washington et le Congrès et le Sénat américains exercent maintenant sur nos réserves pétrolières. Le document s'intitule: «Questions et réponses à l'intention de Clayton Yeutter». On peut y lire ceci:

Le Canada est de loin notre plus grand fournisseur d'énergie. En 1986, le Canada a été notre principal fournisseur de pétrole (devançant le Mexique, le Venezuela et l'Arabie saoudite) et d'uranium (environ les deux tiers de nos importations et le quart de notre consommation totale) et il a répondu à la presque totalité de besoins de gaz naturel et d'électricité importés. Le Canada a également représenté le plus gros marché d'exportation de l'industrie américaine du charbon au cours des neuf premiers mois de 1986.

La valeur annuelle totale des échanges bilatéraux dans le domaine de l'énergie a atteint environ 10 milliards de dollars ou plus ces dernières années, et il est fort probable que ces échanges augmenteront à l'avenir compte tenu de la tendance à la hausse des besoins d'importation américains. Les échanges énergétiques canado-américains sont les plus considérables au monde et leur valeur totale excède celle de tous nos échanges (tous biens et services compris) avec tous les autres pays du monde, à quelques exceptions près.

N'est-il pas intéressant de constater, monsieur le Président, que l'Accord stipule que même en cas de diminution de nos

réserves, il nous incombe de continuer à approvisionner les consommateurs américains? En cas de crise pétrolière, même si les Américains ne devaient pas faire la queue aux stations-service, les Canadiens, eux, seraient réduits à cette extrémité étant donné qu'à divers points de la frontière, notre énergie serait acheminée aux États-Unis. En effet, il nous faudrait approvisionner les Américains même si nous étions aux prises avec une pénurie.

**M. McDermid:** Cette politique est en vigueur depuis 1974.

**M. Fulton:** Le secrétaire parlementaire de Brampton—Georgetown trouve que c'est très bien. Il y a pourtant une foule de Canadiens qui n'aiment pas beaucoup cette idée.

Je voudrais maintenant citer un article écrit par Marjorie Nichols et intitulé «Le pacte énergétique alimente les craintes pour l'avenir». Je cite:

Le pacte énergétique est le cheval de Troie de cet accord commercial. En fait, il est malhonnête de prétendre que le pacte énergétique doit logiquement être inclut dans un accord commercial destiné à éliminer les barrières créées par l'homme et qui font obstacle au commerce entre le Canada et les États-Unis.

Le passage de l'Accord consacré à l'énergie vise en effet un objectif entièrement différent. Sa raison d'être est d'éliminer le caractère unique du Canada qui a été créé par Dieu puisqu'il lui est conféré par ses ressources.

Aux termes de cet article, les États-Unis se verraient octroyer à jamais le droit de se servir à pleines mains à même les ressources du Canada, comme un convive jouissant de l'égalité absolue.

Il n'y a aucun autre pays indépendant dans toute l'histoire de l'humanité qui ait délibérément accepté en temps de paix de partager sa souveraineté avec un autre pays.

Un dernier point en terminant. L'auteur ajoute ceci:

On se rend donc compte que nous avons un gouvernement qui ignore qu'il a proposé de renoncer à des droits que d'autres pays seraient prêts à faire la guerre pour conserver, et l'on soupçonne, ce qui est tout aussi troublant, que le chapitre de l'énergie tout entier a peut-être été rédigé par les Américains.

Marjorie Nichols explique ensuite pourquoi. En ce qui concerne l'historique du dossier énergétique, il y a une chose que l'on ne devrait pas oublier. Je veux parler du grand débat sur le pipe-line qui a été tenu ici même il y a quelques années et de la grande promesse que les Américains nous avaient faite, à savoir qu'après la construction du tronçon initial allant d'un point situé tout juste au sud de Calgary jusqu'en Californie et dans le Midwest, on construirait le pipe-line de l'Alaska jusqu'à Calgary, retournant ainsi au Canada le gaz naturel que nous leur aurions vendu grâce au tronçon initial. Qu'est-il advenu de cette promesse? Évidemment, c'était Mitchell Sharp qui s'en occupait depuis des années, touchant un salaire de 50 ou 100 000 par année pendant qu'il ne se passait absolument rien.

Donc, sur un grand nombre de plans très divers, je crois avoir démontré, citations à l'appui, que cet accord est mauvais pour le Canada. Je suppose que nous pouvons dormir sur nos deux oreilles à la pensée que tout cela est de la faute de l'ancienne députée de Vancouver-Centre qui est tellement heureuse d'être la Mère de la Confédération avec les États-Unis.

**M. le vice-président:** Je voudrais entendre le discours du député de Selkirk—Interlake (M. Holtmann) mais je crois qu'il a déjà pris la parole au sujet de ces motions. La parole est au député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est (M. Allmand).